

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE COTIERS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : 2025-585
Code AIOT : 0005300405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE COTIERS implanté 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice du Plan d'Opération Interne (POI) organisé par Dépôt de Pétrole Côtiers (DPC). Le scénario retenu simulait un débordement de bac, suivi d'un départ de feu au niveau de la pomperie de la cuvette 3, avec propagation de l'incendie au bac.

L'inspection s'est déroulée en deux temps :

Première partie : examen par sondage du classeur POI, permettant de vérifier la conformité documentaire et l'organisation des procédures internes.

Deuxième partie : observation de l'exercice depuis le PC exploitant et sur le terrain en conditions "réelles" de déploiement des moyens par les équipes de l'exploitant et du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

L'exploitant réalise des exercices POI à fréquence mensuelle et pour certains exercices, le SDIS est associé. Le scénario est alors adapté de manière à nécessiter l'intervention du SDIS. Comme le site DPC de Mondeville relève du régime d'autonomie en matière de sécurité incendie, il a été simulé des défaillances de vannes du système de lutte contre l'incendie rendant nécessaire la mise en œuvre de moyens complémentaires pour assurer l'extinction du feu simulé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE COTIERS
- 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005300405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt pétrolier (essences, gazole, fioul, éthanol, additifs)

La société DPC compte 2 sites, celui de Mondeville (14) et celui de St Pol sur mer (59). Les actionnaires de DPC sont BP, Esso, Intermarché, Carrefour, Leclerc. La société DPC fait appel au soutien du groupe Raffinerie du Midi (qui assure une assistance maîtrise d'ouvrage pour d'autres dépôts également), dont les actionnaires sont Bolloré, Esso, Total.

Les activités du site de Mondeville sont celles d'un dépôt d'hydrocarbures, à savoir :

- réception des hydrocarbures (essences, gazole, fioul...) par pipeline (via Trapil) et des additifs ou d'éthanol par camions,
- stockage des produits dans des réservoirs,
- chargement des camions citernes pour livraison aux clients.

Le transfert des produits au sein du site s'effectue par tuyauteries et les expéditions par des postes de chargement de camions (PCC). Le dépôt dispose également d'une unité de récupération des vapeurs (URV) d'essence, émises lors du remplissage des camions-citernes.

Compte tenu des activités exercées et des inventaires d'hydrocarbures stockés, cet établissement relève du régime Seveso seuil haut. Ses installations sont régulièrement autorisées par les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 2002, 1er août 2008, 21 mars 2011, 9 janvier 2014 et 11 août 2023.

Au cours de l'exercice du Plan d'Opération Interne (POI), l'Inspection s'est rendue sur le dépôt 2, aux abords de la cuvette des bacs U et V, dans le cadre du scénario simulant un incendie sur le bac U.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a assisté à l'intégralité de l'exercice de mise en œuvre du Plan d'Opération Interne (POI) organisé par l'exploitant. Le scénario retenu simulait un débordement de bac, suivi d'un départ de feu au niveau de la pomperie de la cuvette 3, puis d'un incendie de la cuvette et du bac concerné.

L'exercice a mobilisé une vingtaine de sapeurs-pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), ainsi que plusieurs engins spécialisés, notamment :

- un fourgon pompe-tonne,

- un fourgon mousse,
- un camion équipé d'émulseurs.

L'inspection n'a pas participé à l'exercice, mais elle a observé la mise en œuvre du POI et la coordination avec les équipes du SDIS. À ce titre, l'inspection a pu constater :

- une bonne coordination entre les équipes de Dépôt Pétrolier Côtier et les services de secours sur le terrain,
- une mise en œuvre effective des moyens de défense incendie par les sapeurs-pompiers,
- le déploiement de deux canons mousse, qui ont délivré de l'eau dans le cadre de l'exercice.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	Plan d'opération interne – existence	Autre du 01/01/2022, article L.515-41 du CE	Sans objet
4	Périodicité exercices POI	Autre du 01/01/2022, article R.515-100 du CE	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI – déclenchement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
6	Données et informations devant figurer dans le POI – fiches réflexes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
7	Données et informations devant figurer	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dans le POI – alerte interne		
8	Données et informations devant figurer dans le POI – alerte Préfecture	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI – accueil services ext	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	Sans objet
10	Données et informations devant figurer dans le POI – formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)	Sans objet
11	Application du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
12	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un classeur POI opérationnel, dont il maîtrise le contenu. L'inspection a pu constater cette bonne connaissance :

- par la direction, lors de la première partie de l'inspection en salle ;
- par les opérateurs, lors de la mise en œuvre du POI pendant l'exercice.

Une particularité notable réside dans le fait que l'ensemble des documents réglementairement requis ne sont pas physiquement intégrés au classeur POI. À la place, une fiche de synthèse indique précisément l'emplacement de chaque document attendu, qu'il soit présent dans le classeur ou disponible sur d'autres supports (réseau informatique, documentation technique, etc.). Cette organisation vise à maintenir un classeur POI opérationnel, allégé et facilement utilisable en situation d'urgence. L'exploitant est conscient de l'importance de tenir cette fiche de localisation à jour en permanence, afin de garantir l'accessibilité immédiate des documents requis par la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection des installations classées un état des stocks spécifique pour chaque matière stockée, ainsi qu'un état des stocks global résumant la présence des matières sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – dispositions spécifiques
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière

quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'état des stocks, présenté à l'inspection des installations classées, détaille la localisation du stockage, le type de produit stocké, le volume présent, la hauteur du produit dans le bac, la capacité totale du bac, les particularités structurelles du bac, ainsi que la rubrique ICPE et les mentions de danger associées aux produits. Tout cela est associé à un plan permettant une lecture rapide et efficace des types de produits, des quantités stockées, des spécificités de stockage et de leur emplacement dans le dépôt. Enfin, une synthèse regroupant l'ensemble des hydrocarbures et l'ensemble des additifs offre une vision globale, claire et concise de l'état des stocks du dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article L.515-41 du CE

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :

- 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

L'exploitant tient à jour ce plan.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection son Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en janvier 2025. Le POI de l'exploitant a comme objectif de contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

La dernière mise à jour serait liée au passage en émulseur 3% et l'ajout des seuils d'effets sur les scénarios 6 et 8.

Le POI comporte 5 chapitres : Chapitre 0 Présentation, Chapitre 1 Fiches de mission, Chapitre 2 Fiches scénarios, Chapitre 3 Fiches techniques et le Chapitre 4 Plans.

Une particularité notable réside dans le fait que l'ensemble des documents réglementairement requis ne sont pas physiquement intégrés au classeur POI, notamment des dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié. À la place, une fiche de synthèse indique précisément l'emplacement de chaque document attendu, qu'il soit présent dans le classeur ou disponible sur d'autres supports (réseau informatique, documentation technique, etc.). Cette organisation vise à maintenir un classeur POI opérationnel, allégé et facilement utilisable en situation d'urgence. L'exploitant est conscient de l'importance de tenir cette fiche de localisation

à jour en permanence, afin de garantir l'accessibilité immédiate des documents requis par la réglementation. L'inspection relève qu'il conviendra de mettre à jour le POI suite au passage à l'éthanol de l'un des bacs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : demander la fiche de synthèse et un engagement sur la MàJ du POI pour l'éthanol
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article R.515-100 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le planning des exercices réalisés et prévus pour 2024 et 2025. Ces exercices peuvent être de trois types : incendie, environnement ou sûreté. Le planning mentionne le personnel participant, ainsi que les entreprises ou institutions extérieures impliquées. Il précise également si un compte rendu a été réalisé, avec un numéro de classement interne. Concernant les exercices POI, l'inspection note la réalisation de quatre exercices de ce type sur ces deux années (dont l'exercice pendant la présente visite d'inspection). L'exploitant transmet à l'inspection les mises à jour de son POI avec parfois un décalage de plusieurs mois. L'exploitant doit veiller à fournir une version papier ainsi qu'une version numérique des mises à jour de son POI dans des délais n'excédant pas le mois de la validation interne de sa mise à jour.</p> <p>Concernant l'exercice mixant le scénario 10 " feu de cuvette ", puis le scénario 5 " extinction bac en feu " avec des défaillances de vannes d'alimentation de dispositifs d'extinction, l'inspection a pu observer la mise en œuvre de l'organisation de crise de l'exploitant et les interactions avec le service d'incendie et de secours. L'attribution des missions des différents acteurs de la gestion de crise au sein de l'organisation de l'exploitant s'est faite de manière fluide et l'inspection a pu noter l'existence de pochettes spécifiques à chacune des missions du POI distribuées aux personnels exploitants selon leur rôle, celles-ci rappelant notamment la mission spécifique attribuée et les actions à mener. <u>Au cours de l'exercice, l'inspection a toutefois relevé que les personnels encadrants de DPC, présents en tant qu'observateurs, ont joué un rôle important d'accompagnement à certains moments clés de la gestion de crise, biaisant quelque peu la mise en situation des acteurs mobilisés pour l'exercice. En d'autres termes, leur appui a semblé parfois trop directif voire actif dans l'exercice.</u></p> <p>Lors de la mise en œuvre des moyens d'extinction pendant l'exercice, nous avons pu constater une bonne communication entre le personnel de DPC et celui du SDIS. Cet exercice a notamment permis au personnel du SDIS de maintenir et de fiabiliser la connaissance des installations et de ses propres moyens d'extinction en relation avec l'installation de l'industriel, notamment concernant la pression d'eau admissible de certains équipements. Par ailleurs, le personnel de DPC a pu prendre en compte les besoins opérationnels exprimés par le SDIS, ce qui</p>

contribue à améliorer l'efficacité de la gestion d'un éventuel sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à fournir à l'inspection une version papier ainsi qu'une version numérique des mises à jour de son POI dans des délais n'excédant pas le mois de la validation interne de sa mise à jour. L'exploitant doit réaliser des exercices de mise en situation de tous ses personnels formés à la gestion de crise en veillant à ce que ces exercices permettent une évaluation représentative de l'acquisition de la conduite à tenir par chacun des acteurs en gestion de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI – déclenchement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : L'exploitant dispose d'un document inclus dans le plan d'opération interne intitulé "Données de DPC, annexe 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des risques majeurs dans les ICPE". Ce document énumère les différents éléments de l'annexe 5 en précisant la localisation de chaque information. L'exploitant souhaite conserver uniquement la partie opérationnelle dans son classeur appelée classeur POI, mais assure que les informations requises par l'annexe 5 sont bien présentes sur différents supports au sein de la structure de DPC. Le document doit donc indiquer précisément l'emplacement de chaque information, soit directement dans le POI, soit sur des supports informatiques disponibles au dépôt. Pour l'alinéa a de l'annexe 5, l'exploitant fournit l'organigramme de l'équipe du site, la structure de l'organisation des secours est précisée dans la consigne de gestion des situations d'urgence (Réf : C.CAE.I.01.04.01), ainsi que les fiches missions du plan d'Opérations Internes pour le 1er arrivant et le DOI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI – fiches réflexes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan

<p>d'opération interne.</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente deux fiches réflexes correspondant à des situations ou événements prévisibles pouvant jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur : la fiche réflexe n°1 "Fuite produit / épandage dépôt" et la fiche réflexe n°7 "Zone de dépôt en feu". Ces fiches réflexes sont en lien avec l'exercice POI auquel l'inspection assiste. Elles détaillent les actions à mener par les opérateurs en réponse à une alarme, selon le type de désordre observé. Disponibles via le réseau de l'entreprise, leur localisation exacte est précisée dans un document inclus dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Données et informations devant figurer dans le POI – alerte interne

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis quatre documents concernant les mesures visant à limiter les risques pour les personnes présentes sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consignes de sécurité pour un nouvel arrivant (Réf : DT-C.CAE.P.K.02.01-01) et consignes de sécurité destinées aux visiteurs (Réf : DT-C.CAE.I.DEPOT.05.01) : Ces deux documents présentent, respectivement pour chaque nouvel arrivant (embauche ou intérimaire) et pour chaque visiteur, les risques majeurs associés au site, les risques particuliers signalés, les mesures de prévention associées, les interdictions à respecter, ainsi que la conduite à tenir en cas d'urgence (accident, incident, déclenchement d'alarme). • Plan de prévention (Réf : DT.D05.01-1) : Ce document doit être rempli par les entreprises extérieures accueillies sur site. • Protocole de sécurité : Ce document précise l'ensemble des mesures de sécurité applicables.

<p>Ces quatre documents sont disponibles sur le réseau de l'entreprise, leur localisation exacte étant précisée dans le plan d'opération interne. Chaque personne présente sur le site, selon son statut, est tenue d'en prendre connaissance. Cette organisation permet de s'assurer que tous connaissent les systèmes d'alerte et la conduite à tenir en cas de déclenchement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI – alerte Préfecture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il dispose d'un formulaire de demande d'activation du PPI inclus dans son POI. Il mentionne également avoir un document PPI détaillé sur son réseau, dont l'emplacement est indiqué dans le document POI.</p> <p>Ledit formulaire est effectivement présent dans le POI en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI – accueil services ext

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne, les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que la partie 5 de son POI est consacrée aux différents plans. Ces plans ont pour objectif, en cas de situation d'urgence, de guider les services d'urgence externes sur le site et de leur fournir les informations nécessaires pour optimiser l'efficacité de leur intervention. Cette partie 5 comprend quatre plans : le plan d'accès global, le plan d'accès au site, le plan</p>

d'évacuation et le plan des installations. L'ensemble de ces documents assure une compréhension claire, rapide et précise des différents éléments liés à la situation du dépôt, conformément aux dispositions demandées au point f de l'annexe 5. D'autre part, l'inspection a pu observer, pendant la réalisation de l'exercice de type POI, que des plans plastifiés étaient disponibles. Cette disposition permet, en temps réel, aux équipes de secours ainsi qu'à l'exploitant d'écrire sur ces plans pour garantir une communication claire entre les différents intervenants pendant une situation de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI – formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : L'exploitant mentionne disposer d'une procédure de formation PK.01.02 ainsi que des documents techniques associés sur le réseau de l'entreprise. Ces documents sont disponibles sur le réseau de l'entreprise mais ne se trouvent pas directement dans le classeur POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Application du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Application POI
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a pris connaissance des attestations de formation pour le personnel, concernant la rédaction des plans de prévention pour les entreprises extérieures. L'inspection a également pu consulter les attestations de formation intitulées "Intervenir sur un feu réel" pour trois des opérateurs présents sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'inspection des installations classées a examiné par sondage le maintien en bon état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie. Elle s'est attelée à contrôler les documents en lien avec les groupes motopompes présents dans le local défense incendie, mettant en œuvre de l'eau et de l'émulseur. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées les rapports d'intervention concernant des interventions préventives et curatives sur l'ensemble des trois groupes motopompes utilisant de l'eau et des deux groupes motopompes utilisant de l'émulseur. Elle présente également le rapport d'intervention de contrôle du groupe électrogène concourant à la sécurisation électrique du site.

Type de suites proposées : Sans suite